



Assemblée générale

Distr. générale
10 mars 2006
Français
Original: anglais

Soixantième session

Point 85 b) de l'ordre du jour

Réduction des budgets militaires

Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires

Rapport du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
III. Réponses reçues des gouvernements	2



III. Réponses reçues des gouvernements¹

Chili

[Original : espagnol]

[31 janvier 2006]

Instrument normalisé pour la publication de l'information relative aux dépenses militaires

(Dépenses effectives, aux prix courants)

Pays : Chili

Exercice budgétaire : 2005

Monnaie nationale et unité de mesure : milliers de pesos chiliens au taux de change de 2005

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 1/10 000 du montant total des dépenses militaires.)

	<i>Forces terrestres</i>	<i>Forces navales</i>	<i>Forces aériennes</i>	Total des dépenses militaires
1. Fonctionnement	330 464 135	279 385 378	207 050 675	816 900 188
1.1 <i>Personnel</i>	226 380 542	164 720 610	126 827 974	
1.2 <i>Opérations et entretien</i>				
1.2.1 Fournitures d'usage courant*	70 765 690	106 654 048	65 263 355	
1.2.2 Entretien et réparation				
1.2.3 Services contractés				
1.2.4 Loyers immobiliers				
1.2.5 Divers				
Total (1.2.2 à 1.2.5)	33 317 903	8 010 720	14 959 346	
2. Achats et construction**	6 246 282	15 336 639	33 515 111	55 098 032
3. Recherche-développement				
4. Total (1+2+3)	336 710 417	294 722 017	240 565 786	871 998 220

Source : Loi relative au budget du secteur public, 2005.

* Correspond à l'expression « bienes y servicios de consumo » dans le texte budgétaire.

** Correspond aux expressions « adquisición de activos no financieros » et « iniciativas de inversión » dans le texte budgétaire.

Note 1 : Le taux de change employé ici est 625 pesos chiliens pour 1 dollar des États-Unis.

Note 2 : Ne comprend pas les dépenses financées avec les fonds disponibles au titre de la loi relative aux réserves de cuivre.

¹ Le document présenté par le Chili porte à 77 le nombre de réponses reçues des gouvernements.